



# SERVICE DE DOCUMENTATION, DES ÉTUDES ET DU RAPPORT DE LA COUR DE CASSATION

Bureau du droit européen

---

## 15 ans de questions préjudicielles de la Cour de Cassation à la Cour de Justice de l'Union européenne

-Étude à jour 30 septembre 2015 -

---

En application de l'article 267 du Traité de fonctionnement sur l'Union européenne<sup>1</sup>, la Cour de cassation est tenue, en tant que juridiction nationale suprême, de saisir la Cour de Justice de l'Union européenne aux fins de statuer sur l'interprétation des traités ou la validité et l'interprétation des actes de l'Union lorsqu'une telle question se pose.

Le bilan des questions préjudicielles, vecteur de l'uniformité du droit de l'Union européenne, posées par la Cour de cassation, démontre la contribution de notre juridiction à l'effectivité de ce droit.

Si de 1952 à 2014, la Cour de cassation française a posé 110 questions préjudicielles à la Cour de justice des communautés européennes puis à la Cour de justice de l'Union européenne<sup>2</sup>, la moitié de ces questions ont été posées ces quinze dernières années.

Ainsi, de janvier 2000 à septembre 2015, la Cour de cassation a posé cinquante quatre questions préjudicielles à la Cour de justice parmi lesquelles neuf ont donné lieu à un arrêt de Grande chambre de la Cour de justice<sup>3</sup> et trois sont toujours en cours d'examen.

L'histogramme accompagnant le présent bilan souligne la prépondérance de la chambre commerciale, financière et économique dans la quantité des questions préjudicielles posées. Les activités de la première chambre civile et la chambre sociale sont également significatives. Le degré plus ou moins important et plus ou moins progressif de l'europanisation des matières traitées par chaque chambre explique tant le nombre que l'origine des questions préjudicielles.

A noter, qu'en 2010, avec l'entrée en vigueur de la question prioritaire de constitutionnalité devant le Conseil constitutionnel, la formation de constitutionnalité de la Cour de cassation a posé, dans l'affaire Melki et Abdeli, une importante question préjudicielle qui a été l'occasion pour la juridiction européenne de préciser, dans un arrêt de Grande chambre, l'articulation des mécanismes de question préjudicielle et de question prioritaire de constitutionnalité.

Autre enseignement de ce recensement, durant les quinze années retenues, le nombre de questions posées par la Cour de cassation française a varié par année de un, en 2007, à sept, en 2008, ce qui somme toute restent des chiffres très modestes.

---

1Article 267 du TFUE (ex-article 234 TCE) : « La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour statuer, à titre préjudiciel:a) sur l'interprétation des traités, b) sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions, organes ou organismes de l'Union. Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de statuer sur cette question.

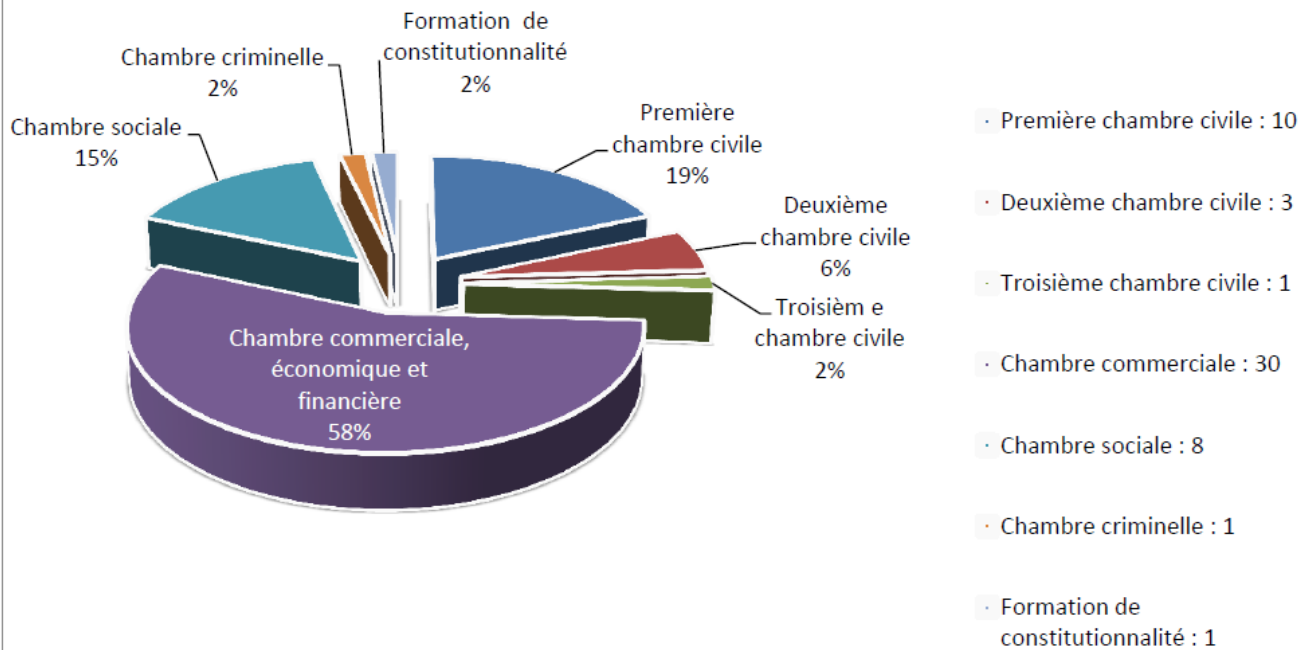
Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour.

Si une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale concernant une personne détenue, la Cour statue dans les plus brefs délais. »

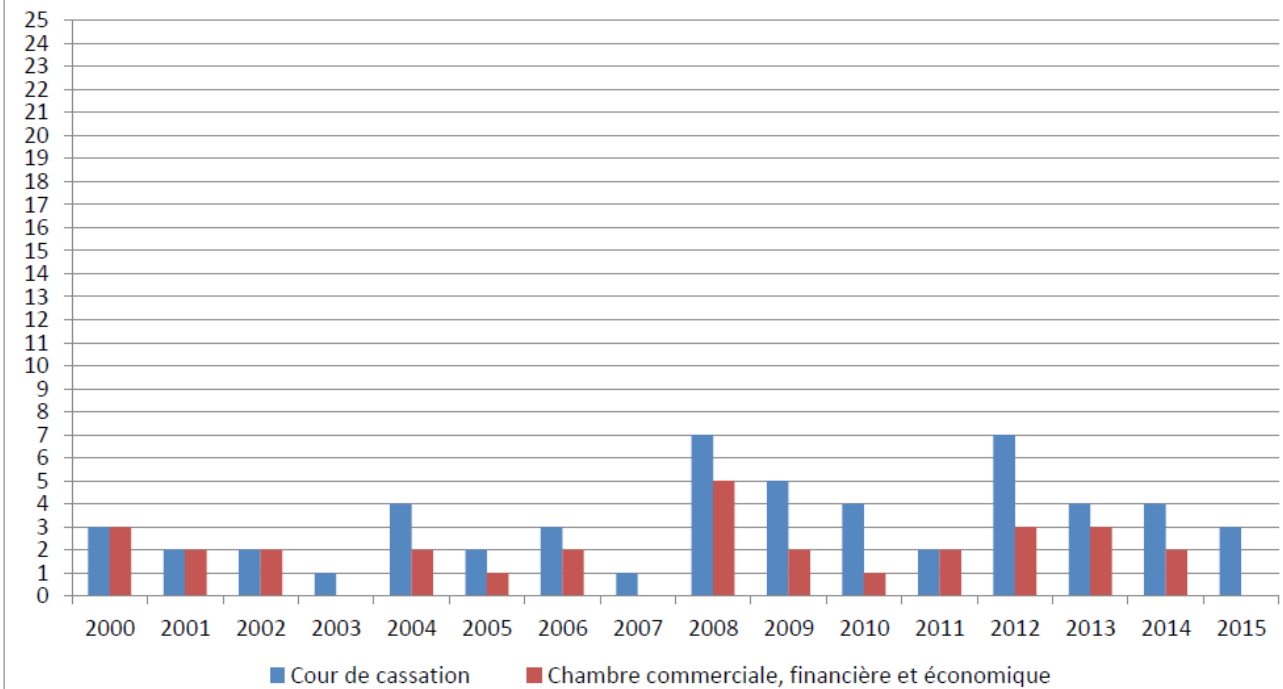
2Rapport annuel 2014, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg, janvier 2015, page 121.

3Ce qui montre l'importance des questions soulevées par la Cour de cassation en droit de l'Union.

## Nombre de questions préjudicielles selon la formation



## Nombre de questions préjudicielles par année



**Panorama des renvois préjudiciels de la Cour de Cassation à la Cour de Justice de l'Union européenne de 2000 à 2015  
(Septembre)**

Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
2000	7 mars 2000	<a href="#">98-30.389</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Droit de la concurrence - Article 14, paragraphes 3 et 6, du règlement n° 17 - Décision de la Commission ordonnant une vérification - Assistance des autorités nationales - Interprétation de l'arrêt du 21 septembre 1989, Hoechst/Commission - Principes généraux - Protection contre les interventions arbitraires ou disproportionnées de la puissance publique dans la sphère d'activité privée d'une personne morale - Portée du contrôle incombant à la juridiction nationale compétente pour autoriser des mesures de contrainte à l'encontre des entreprises - Devoir d'information de la Commission - Coopération loyale	CJCE, 21 septembre 1992, Hoechst, C-46/87 ; CJCE, 29 mai 1997, Kremzow, C-299/95	<a href="#">CJCE, arrêt du 22 octobre 2002, Roquette Frères, C-94/00</a>
	18 avril 2000	<a href="#">98-11.543</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Directive 83/189/CEE - Procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques - Obligation de communiquer les projets de règles techniques - Directives 75/442/CEE et 91/156/CEE - Déchets - Obligation d'informer des mesures envisagées - Réglementation nationale en matière d'élimination des déchets d'emballages - Obligation pour les producteurs ou les importateurs d'identifier les emballages devant être pris en charge par une entreprise agréée - Obligation pour l'entreprise agréée d'assurer que les emballages pris en charge satisfont à des prescriptions techniques	CJCE, 20 mars 1997, Bic Benelux, C-13/96 ; CJCE, 30 avril 1996, CIA Security International, C-194/94 ; CJCE, 20 septembre 1988, Commission / Danemark, C-302/86 ; CJCE, 7 mai 1997, Pistre, C-321/94	<a href="#">CJCE, arrêt du 6 juin 2002, Sapod Audic, C-159/00</a>
	19 décembre 2000	<a href="#">98-17.761</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Appellations d'origine protégée - Règlement (CEE) n° 2081/92 - Règlement (CE) n° 1107/96 - 'Grana Padano' râpé frais - Cahier des charges - Convention entre deux États membres - Condition de râpage et d'emballage du fromage dans la région de production - Articles 29 CE et 30 CE - Justification - Opposabilité de la condition aux tiers - Sécurité juridique - Publicité	CJCE, 9 juin 1992, Delhaize, C-47/90 ; CJCE, 16 mai 2000, Belgique / Espagne, C-388/95	<a href="#">CJCE, arrêt du 20 mai 2003, Ravil, C-469/00</a>
2001	13 février 2001	<a href="#">98-23.501</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Agriculture - Organisation commune des marchés - Vin - Désignation et présentation des vins - Vins de qualité produits dans des régions déterminées ('v.q.p.r.d.') - Indication d'une marque sur l'étiquetage - Limites - Articles 11 et 40 du règlement n° 2392/89	CJCE, 25 février 1981, Weigand, aff. 56/80	<a href="#">CJCE, arrêt du 24 octobre 2002, Borie Manoux, C-81/01</a>
	17 juillet 2001	<a href="#">99-13.207</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Libre circulation des marchandises - Mise en libre pratique - Prélèvement d'un échantillon - Possibilité de	-	<a href="#">CJCE, arrêt du 4 mars 2004, Derudder, C-290/01</a>

Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
				contester la représentativité de cet échantillon		
2002	26 mars 2002	<a href="#">00-10.901</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Libre circulation des marchandises - Mesures d'effet équivalent - Procédures de retenue de douane - Marchandises en transit destinées au marché d'un État tiers - Pièces détachées pour automobiles	CJCE, Commission / France, 26 septembre 2000, C-23/99	<a href="#">CJCE, arrêt du 23 octobre 2003, Rioglass, C-115/02</a>
	19 novembre 2002	<a href="#">97-21.291</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Article 59 du traité CE (devenu, après modification, article 49 CE) – Directive 89/552/CEE – Télévision sans frontières – Radiodiffusion télévisuelle – Publicité – Mesure nationale interdisant la publicité télévisée pour des boissons alcooliques commercialisées dans cet État, dans la mesure où est concernée la publicité télévisée indirecte résultant de l'apparition à l'écran de panneaux qui sont visibles lors de la retransmission de certaines manifestations sportives »	–	<a href="#">CJCE, arrêt de Grande chambre du 13 juillet 2004, Bacardi France, C-429/02</a>
2003	6 mai 2003	<a href="#">00-22.093</a>	Première Chambre Civile	Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (convention de Barcelone) – Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique – Article 6, paragraphe 3 – Autorisation de déversement – Effet direct»	–	<a href="#">CJCE, arrêt du 15 juillet 2004, Syndicat professionnel coordination des pêcheurs de l'étang de Berre, C-213/03</a>
2004	20 janvier 2004	<a href="#">01-11.229</a>	Première Chambre Civile	Convention de Bruxelles – Demande d'interprétation de l'article 6, point 2, et des dispositions de la section 3 du titre II – Compétence en matière d'assurances – Appel en garantie ou en intervention entre assureurs – Situation d'un cumul d'assurances	–	<a href="#">CJCE, arrêt du 26 mai 2005, GIE Réunion européenne, C-77/04</a>
	17 février 2004	<a href="#">01-17.569</a>	Première Chambre Civile	Droit d'auteur et droits voisins – Radiodiffusion des phonogrammes – Redevance équitable	–	<a href="#">CJCE, arrêt du 14 juillet 2005, Lagardère Active Broadcast, C-192/04</a>
	16 novembre 2004	<a href="#">03-12.565</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Concurrence - Aides d'Etat - Qualification - Taxe d'aide au commerce et à l'artisanat	–	<a href="#">CJCE, ordonnance du 23 mars 2006, Galerie de Lisieux, C-488/04,</a>

Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
	14 décembre 2004	<a href="#">02-31.241</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Aides d'État – Articles 87 et 88, paragraphe 3, CE – Taxe sur les ventes directes de médicaments – Assujettissement des laboratoires pharmaceutiques et non des grossistes répartiteurs – Interdiction de mettre à exécution une mesure d'aide non notifiée – Possibilité d'exciper de l'illégalité d'une mesure d'aide pour obtenir le remboursement d'une taxe – Compensation représentant la contrepartie d'obligations de service public imposées aux grossistes répartiteurs – Charge de la preuve d'une surcompensation – Modalités prévues par le droit national – Interdiction de rendre pratiquement impossible ou excessivement difficile le remboursement de la taxe	CJCE, 20 septembre 2001 Banks, C-390/98 ; CJCE, 22 novembre 2001, Ferring, C-53/00 ; CJCE, 13 juin 2002, Sea-Land, C-430/99 ; CJCE, 21 octobre 2003, Van Calster, C-261/01 ; CJCE, 20 novembre 2003, Gemo, C-126/01 ; CJCE, 9 novembre 1983, San Giorgio, aff. 199/82 ; CJCE, 9 février 1999, Dillexport, C-343/96 ; CJCE, 24 juillet 2003, Altmark, C-280/00	<a href="#">CJCE, arrêt du 7 septembre 2006, Laboratoires Boiron, C-526/04</a>
2005	21 juin 2005	<a href="#">04-30.050</a>	Deuxième Chambre Civile	Règlement (CEE) n° 1408/71 – Articles 4, paragraphe 2 bis, 10 bis et 95 ter – Allocation supplémentaire vieillesse – Législation nationale subordonnant l'octroi de cette allocation à la condition de résidence – Prestation spéciale à caractère non contributif – Inscription à l'annexe II bis du règlement n° 1408/71	CJCE, 8 mars 2001, Jauch, C-215/99	<a href="#">CJCE, arrêt de Grande chambre du 16 janvier 2007, Perez Naranjo, C-265/05</a>
	13 décembre 2005	<a href="#">02-10.359</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Fiscalité directe – Taxe sur la valeur vénale des immeubles possédés en France par des personnes morales – Sociétés holding de droit luxembourgeois – Refus d'exonération – Directive 77/799/CEE – Énumération non exhaustive des taxes et impôts cités – Taxe de nature analogue – Limites de l'échange d'informations – Convention bilatérale – Article 73 B du traité CE (devenu article 56 CE) – Libre circulation des capitaux – Lutte contre la fraude fiscale	CJCE, 11 août 1995, Wielockx, C-80/94 ; CJCE, 6 juin 2000, Verkooijen, C-35/98 ; CJCE, 11 décembre 2003, Barbier, C-364/01 ; CJCE, 28 janvier 1986, Commission / France, C-270/83 ; CJCE, 29 avril 1999, Royal Bank of Scotland, C-311/97 ; CJCE, 27 juin 1996, Asscher, C-107/94 ; CJCE, 5 juillet 2005, D, C-376/03	<a href="#">CJCE, arrêt du 11 octobre 2007, Européenne et Luxembourgeoise d'investissements SA, C-451/05</a>
2006	11 juillet 2006	<a href="#">04-17.902 et 04-17.903</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Directive 92/12/CEE – Droits d'accise – Huiles minérales ? Pertes – Franchise de droits – Force majeure	CJCE, 7 décembre 1993, Huygen, C-12/92 ; CJCE, 29 septembre 1998, First City Trading, C-263/97	<a href="#">CJCE, arrêt du 18 décembre 2007, Société Pipeline Méditerranée, C-314/06</a>
	7 novembre 2006	<a href="#">04-44.713</a>	Chambre Sociale	Règlement (CE) n° 44/2001 – Section 5 du chapitre II – Compétence en matière de contrats individuels de travail – Section 2 dudit chapitre – Compétences spéciales – Article 6, point 1 – Pluralité de défendeurs	-	<a href="#">CJCE, arrêt du 22 mai 2008, Glaxosmithkline, C-462/06</a>

Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
	19 décembre 2006	<a href="#">03-12.724</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Rapprochement des législations – Directive 86/653/CEE – Agents commerciaux indépendants – Droit à la commission d'un agent chargé d'un secteur géographique – Opérations conclues sans intervention du commettant	CJCE, 12 décembre 1996, Kontogeorgas, C- 104/95	<a href="#">CJCE, arrêt du 17 janvier 2008, Chevassus-Marche, C-19/07</a>
2007	28 mars 2007	<a href="#">04-12.315</a>	Troisième Chambre Civile	Directive 75/442/CEE – Gestion des déchets – Notion de déchets – Principe du pollueur-payeur – Détenteur – Détenteurs antérieurs – Producteur du produit générateur – Hydrocarbures et fioul lourd – Naufrage – Convention sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures – FIPOLE	–	<a href="#">CJCE, arrêt de Grande chambre du 24 juin 2008, Commune de Mesquer, C-188/07</a>
2008	12 février 2008	<a href="#">06-16.202</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Directive 89/104/CEE – Droit des marques – Épuisement des droits du titulaire de la marque – Contrat de licence – Vente de produits revêtus de la marque en méconnaissance d'une clause du contrat de licence – Absence de consentement du titulaire de la marque – Vente à des soldeurs – Atteinte à la renommée de la marque	CJCE, Zino Davidoff et Levi Strauss, 20 novembre 2001, C-414/99 ; CJCE, 1er juillet 1999, Sebago Inc, C-173/98 ; CJCE, 30 novembre 2004, Peak Holding, C-16/03 ; CJCE, 4 novembre 1997, Dior, C-337/95	<a href="#">CJUE, arrêt du 23 avril 2009, Copad, C-59/08</a>
	16 avril 2008	<a href="#">07-11.648</a>	Première Chambre Civile	Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (CE) n° 2201/2003 – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale – Article 64 – Dispositions transitoires – Application à une décision d'un État membre ayant adhéré à l'Union européenne en 2004 – Article 3, paragraphe 1 – Compétence en matière de divorce – Liens de rattachement pertinents – Résidence habituelle – Nationalité – Époux résidant en France et ayant, tous les deux, les nationalités française et hongroise	–	<a href="#">CJUE, arrêt du 16 juillet 2009, Hadadi, C-168/08</a>
	20 mai 2008	<a href="#">06-20.230</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Marques – Internet – Moteur de recherche – Publicité à partir de mots clés – Affichage, à partir de mots clés correspondant à des marques, de liens vers des sites de concurrents des titulaires desdites marques ou vers des sites sur lesquels sont proposés des produits d'imitation – Directive 89/104/CEE – Article 5 – Règlement (CE) n° 40/94 – Article 9 – Responsabilité de l'opérateur du moteur de recherche – Directive 2000/31/CE	CJCE, 25 janvier 2007, Adam Opel, C-48/05 ; CJCE, 11 septembre 2007, Céline, C-17/06 ; CJCE, 20 novembre 2001 Zino Davidoff et Levi Strauss, C-414/99 à C-416/99 ; CJCE, 12 novembre 2002, Arsenal Football club, C-206/01	<a href="#">CJUE, arrêt de Grande chambre du 23 mars 2010, Google France, C-236/08, C-237/08 et C-238/08</a>

Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
	20 mai 2008	<a href="#">05-14.331</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Marques – Internet – Moteur de recherche – Publicité à partir de mots clés – Affichage, à partir de mots clés correspondant à des marques, de liens vers des sites de concurrents des titulaires desdites marques ou vers des sites sur lesquels sont proposés des produits d'imitation – Directive 89/104/CEE – Article 5 – Règlement (CE) n° 40/94 – Article 9 – Responsabilité de l'opérateur du moteur de recherche – Directive 2000/31/CE	CJCE, 25 janvier 2007, Adam Opel, C-48/05 ; CJCE, 11 septembre 2007, Céline, C-17/06 ; CJCE, 20 novembre 2001 Zino Davidoff et Levi Strauss, C-414/99 à C-416/99	<a href="#">CJUE, arrêt de Grande chambre du 23 mars 2010, Google France, C-236/08, C-237/08 et C-238/08</a>
	20 mai 2008	<a href="#">06-15.136</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Marques – Internet – Moteur de recherche – Publicité à partir de mots clés – Affichage, à partir de mots clés correspondant à des marques, de liens vers des sites de concurrents des titulaires desdites marques ou vers des sites sur lesquels sont proposés des produits d'imitation – Directive 89/104/CEE – Article 5 – Règlement (CE) n° 40/94 – Article 9 – Responsabilité de l'opérateur du moteur de recherche – Directive 2000/31/CE	CJCE, 11 septembre 2007, Céline, C-17/06 ; CJCE, 20 novembre 2001, Zino Davidoff et Levi Strauss, C-414/99 ; CJCE, Adam Opel 25 janvier 2007, C-48/05	<a href="#">CJUE, arrêt de Grande chambre du 23 mars 2010, Google France, C-236/08, C-237/08 et C-238/08</a>
	24 juin 2008	<a href="#">07-11.744</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Responsabilité du fait des produits défectueux – Directive 85/374/CEE – Champ d'application – Dommage causé à une chose destinée à un usage professionnel et utilisée pour cet usage – Régime national permettant à la victime de demander réparation d'un tel dommage, dès lors qu'elle rapporte seulement la preuve du dommage, du défaut et du lien de causalité – Compatibilité	CJCE, 13 juillet 2000, Centrosteeel, C-456/98 ; CJCE, 24 avril 2002 Commission / France, C-52/00	<a href="#">CJUE, arrêt 4 juin 2009, Moteurs Leroy Somer C-285/08</a>
	9 juillet 2008	<a href="#">07-42.023</a>	Chambre Sociale	Article 39 CE – Libre circulation des travailleurs – Restriction – Joueurs de football professionnels – Obligation de signer le premier contrat de joueur professionnel avec le club formateur – Condamnation du joueur à des dommages-intérêts en raison de la violation de cette obligation – Justification – Objectif consistant à encourager le recrutement et la formation des jeunes joueurs	CJCE, 15 décembre 1995, Bosman, C-415/93	<a href="#">CJUE, arrêt de Grande chambre du 16 mars 2010, Olympique Lyonnais SASP, C-325/08</a>
2009	10 février 2009	<a href="#">07-13.562 et 07-13.448</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Fiscalité directe – Libre circulation des capitaux – Personnes morales établies dans un État tiers membre de l'Espace économique européen – Possession d'immeubles situés dans un État membre – Taxe sur la valeur vénale de ces immeubles – Refus d'exonération – Lutte contre la fraude fiscale – Appréciation au regard de l'accord EEE	CJCE, 11 octobre 2007, Européenne et Luxembourgeoise d'investissements SA, C-451/05 ; CJCE, 23 septembre 2003, Margarethe Ospelt, C-452/01 ; CJCE, 18 décembre 2007, A, C-101/05	<a href="#">CJUE, arrêt du 28 octobre 2010, Établissements Rimbaud, C-72/09</a>

Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
	23 juin 2009	<a href="#">08-13.729</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Propriété intellectuelle – Marque communautaire – Règlement (CE) n° 40/94 – Article 98, paragraphe 1 – Interdiction des actes de contrefaçon prononcée par un tribunal des marques communautaires – Portée territoriale - Mesures coercitives accompagnant une telle interdiction - Effet sur le territoire des États membres autres que celui dont relève le tribunal saisi	CJCE, 13 juillet 2006, C- 316/05, Nokia	<a href="#">CJUE, arrêt de Grande chambre du 12 avril 2011, DHL Express France, C-235/09</a>
	10 septembre 2009	<a href="#">09-10.605</a>	Deuxième Chambre Civile	Article 43 CE - Liberté d'établissement - Article 49 CE - Libre prestation des services – Restrictions - Experts judiciaires ayant la qualité de traducteur – Exercice de l'autorité publique – Réglementation nationale réservant le titre d'expert judiciaire aux personnes inscrites sur des listes établies par les autorités judiciaires nationales – Justification - Proportionnalité – Directive 2005/36/CE – Notion de 'profession réglementée'	–	<a href="#">CJUE, arrêt du 17 mars 2011, Josep Peñarroja Fa, C-372/09 et C-373/09</a>
	10 septembre 2009	<a href="#">09-10.445</a>	Deuxième Chambre Civile	Article 43 CE - Liberté d'établissement - Article 49 CE - Libre prestation des services – Restrictions - Experts judiciaires ayant la qualité de traducteur – Exercice de l'autorité publique – Réglementation nationale réservant le titre d'expert judiciaire aux personnes inscrites sur des listes établies par les autorités judiciaires nationales – Justification - Proportionnalité – Directive 2005/36/CE – Notion de 'profession réglementée'	–	<a href="#">CJUE, arrêt du 17 mars 2011, Josep Peñarroja Fa, C-372/09 et C-373/09</a>
	18 novembre 2009	<a href="#">08-41.512</a>	Chambre Sociale	Renvoi préjudiciel – Directives 80/987/CEE et 2002/74/CE – Insolvabilité de l'employeur – Protection des travailleurs salariés – Paiement des créances impayées des travailleurs – Détermination de l'institution de garantie compétente – Garantie plus favorable en vertu du droit national – Possibilité de s'en prévaloir	–	<a href="#">CJUE, arrêt du 10 mars 2011, Charles Defossez, C-477/09</a>
2010	13 avril 2010	<a href="#">09-12.642</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Règlement (CE) n° 1346/2000 – Procédures d'insolvabilité – Compétence internationale – Extension d'une procédure d'insolvabilité ouverte à l'égard d'une société établie dans un État membre à une société dont le siège statutaire est situé dans un autre État membre pour cause de confusion des patrimoines	CJCE, 2 mai 2006, Eurofood IFSC Ltd, C-341/04 ; CJCE, 12 février 2009, C-339/07	<a href="#">CJUE, arrêt du 15 décembre 2011, Rastelli Davide, C-191/10</a>



Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
	16 avril 2010	<a href="#">10-40.001</a> et <a href="#">10-40.002</a>	Formation de constitutionnalité	Réglementation nationale prévoyant le caractère prioritaire d'une procédure incidente de contrôle de constitutionnalité – Article 67 TFUE – Libre circulation des personnes – Suppression du contrôle aux frontières intérieures – Règlement (CE) n° 562/2006 – Articles 20 et 21 – Réglementation nationale autorisant des contrôles d'identité dans la zone comprise entre la frontière terrestre de la France avec les États parties à la convention d'application de l'accord de Schengen et une ligne tracée à 20 kilomètres en deçà de cette frontière	-	<a href="#">CJUE, arrêt de Grande chambre du 22 juin 2010, Melki et Abdeli, C-188/10 et C-189/10</a>
	2 juin 2010	<a href="#">08-44.834</a>	Chambre Sociale	Politique sociale — Directive 2003/88/CE — Article 7 — Droit au congé annuel payé — Condition d'ouverture du droit imposée par une réglementation nationale — Absence du travailleur — Durée du droit au congé en fonction de la nature de l'absence — Réglementation nationale contraire à la directive 2003/88 — Rôle du juge national	CJCE, 10 septembre 2009, C-277/08 ; CJCE, 20 janvier 2009, C-350/06 et C-520/06 ; CJCE, 26 juin 2001, C-173/99 ; CJCE, 5 octobre 2004, Pfeiffer, C-397/01 à C-403/01 ; CJCE, 14 juillet 1994, C-91/92 ; CJCE, 4 juillet 2006, C-212/04 ; CJCE, 15 avril 2008, C-268/06 ; CJCE, 23 avril 2009, C-378/07	<a href="#">CJUE, arrêt de Grande chambre du 24 janvier 2012, Dominguez, C-282/10</a>
	17 novembre 2010	<a href="#">09-12.442</a>	Première Chambre Civile	Coopération judiciaire en matière civile – Compétence judiciaire en matière civile et commerciale – Règlement (CE) no 44/2001 – Interprétation de l'article 23 – Clause attributive de juridiction figurant dans un contrat conclu entre le fabricant et l'acquéreur initial d'un bien – Contrat s'inscrivant dans une chaîne de contrats translatifs de propriété – Opposabilité de cette clause à l'égard du sous-acquéreur du bien	CJCE, 17 juin 1992, C-26/91	<a href="#">CJUE, arrêt du 7 février 2013, Refcomp, C-543/10</a>
2011	29 mars 2011	<a href="#">10-12.734</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Concurrence — Article 101 TFUE — Secteur automobile — Règlement (CE) no 1400/2002 — Exemption par catégories — Système de distribution sélective — Notion de 'critères définis' s'agissant d'un système de distribution sélective quantitative — Refus d'agrément en tant que distributeur de véhicules neufs — Absence de critères de sélection quantitatifs précis, objectifs, proportionnés et non-discriminatoires	-	<a href="#">CJUE, arrêt du 14 juin 2012, Auto 24, C-158/11</a>

Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
	10 mai 2011	<a href="#">10-14.881</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Concurrence – Article 101, paragraphe 1, TFUE – Entente – Caractère sensible d'une restriction – Règlement (CE) n° 1/2003 – Article 3, paragraphe 2 – Autorité nationale de la concurrence – Pratique susceptible d'affecter le commerce entre États membres – Poursuite et sanction – Non-dépassement des seuils de part de marché définis dans la communication 'de minimis' – Restrictions par objet	CJCE, 8 juillet 1999, C-49/92 ; CJCE, 15 octobre 2002, C-238/99 P, C-244/99, C-245/99, C-247/99, C-250/99 à C-252/99 et C-254/99 ; CJCE, 21 septembre 2006, C-105/04 ; CJCE, 25 janvier 2007, C-407/04	<a href="#">CJUE, arrêt du 13 décembre 2012, Expedia, C-226/11</a>
2012	14 février 2012	<a href="#">10-27.648</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Renvoi préjudiciel – Assainissement et liquidation des établissements de crédit – Directive 2001/24/CE – Articles 3, 9 et 32 – Acte du législateur national dotant des mesures d'assainissement des effets d'une procédure de liquidation – Disposition législative prohibant ou suspendant toute action judiciaire à l'encontre d'un établissement de crédit après l'entrée en vigueur d'un moratoire	-	<a href="#">CJUE, arrêt du 24 octobre 2013, LBI hf, C-85/12</a>
	5 avril 2012	<a href="#">10-15.890</a>	Première Chambre Civile	Règlement (CE) n° 44/2001 – Compétence judiciaire – Matière délictuelle ou quasi délictuelle – Droits patrimoniaux d'un auteur – Support matériel reproduisant une œuvre protégée – Mise en ligne – Détermination du lieu de la matérialisation du dommage	CJCE, 7 mars 1995, C-68/93 ; CJCE, 12 juillet 2011, C-324/09 ; CJCE, 7 décembre 2010, C-585/08 et C-144/09 ; CJUE, 25 octobre 2011, C-509/09 et C-161/10	<a href="#">CJUE, arrêt du 3 octobre 2013, Pinckney, C-170/12</a>
	11 avril 2012	<a href="#">11-21.609</a>	Chambre Sociale	Politique sociale – Directive 2002/14/CE – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Article 27 – Subordination de la mise en place d'institutions représentatives du personnel à certains seuils de travailleurs employés – Calcul des seuils – Réglementation nationale contraire au droit de l'Union – Rôle du juge national	CJCE, 18 janvier 2007, C-385/05 ; CJCE, 22 nov. 2005, C-144/04 ; CJUE, 19 janv. 2010, C-555/07	<a href="#">CJUE, arrêt de Grande chambre du 15 janvier 2014, Association de médiation sociale, C-176/12</a>
	23 mai 2012	<a href="#">10-18.341</a>	Chambre Sociale	Directive 2000/78/CE – Égalité de traitement – Convention collective réservant un avantage en matière de rémunération et de conditions de travail aux salariés contractant un mariage – Exclusion des partenaires concluant un pacte civil de solidarité – Discriminations fondées sur l'orientation sexuelle	-	<a href="#">CJUE, arrêt du 12 décembre 2013, Frédéric Hay, C-267/12</a>

Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
	30 mai 2012	<a href="#">11-13.316</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Code des douanes communautaire – Règlement (CEE) n° 2913/92 – Article 206 – Naissance d'une dette douanière – Vol de marchandises placées sous le régime de l'entrepôt douanier – Notion de 'perte irrémédiable de marchandise par suite d'un cas de force majeure' – Directive 2006/112/CE – Article 71 – Taxe sur la valeur ajoutée – Fait générateur – Exigibilité de la taxe	CJCE, 5 octobre 1983, C-186/82 et C-187/82 ; CJCE, 14 juillet 2005, C-435/03	<a href="#">CJUE, arrêt du 11 juillet 2013, Harry Winston, C-273/12</a>
	4 décembre 2012	<a href="#">11-17.755</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Tarif douanier commun – Classement tarifaire – Nomenclature combinée – Chapitre 64 – Importation d'éléments nécessaires à la fabrication de chaussures destinées à l'activité sportive – Position 6404 – Chaussures à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en matières textiles – Position 6406 – Parties de chaussures – Règle générale 2, sous a), pour l'interprétation de la nomenclature combinée – Article incomplet ou non fini présentant les 'caractéristiques essentielles de l'article complet ou fini' – Article 'présenté à l'état démonté ou non monté' – Note explicative pour l'interprétation du système harmonisé – Opérations de 'montage' à l'exclusion de toute 'opération d'ouvraison de nature à parachever la fabrication des éléments destinés à être assemblés'	-	<a href="#">CJUE, arrêt du 6 février 2014, Humeau Beaupréau, C-2/13</a>
	19 décembre 2012	<a href="#">11-19.516</a>	Première Chambre Civile	Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (CE) n° 44/2001 – Article 27, paragraphe 2 – Litispendance – Article 24 – Prorogation de compétence – Établissement de la compétence de la première juridiction saisie en raison de la comparution sans objection des parties ou de l'adoption d'une décision définitive	CJCE, 27 juin 1991, C-351/89	<a href="#">CJUE, arrêt du 27 février 2014, Cartier parfums, C-1/13</a>
2013	22 mai 2013	<a href="#">12-13.052</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Convention de Rome sur la loi applicable aux obligations contractuelles – Article 4, paragraphes 1, 2, 4 et 5 – Loi applicable à défaut de choix des parties – Contrat de commission de transport – Contrat de transport de marchandises	CJCE, 6 octobre 2009, C-133/08	<a href="#">CJUE, arrêt du 23 octobre 2014, Haeger &amp; Schmidt, C-305/13</a>

Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
	29 mai 2013	<a href="#">11-22.376</a>	Chambre Sociale	Politique sociale – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Article 31, paragraphe 2 – Directive 2003/88/CE – Article 7 – Notion de 'travailleur' – Personne handicapée – Droit au congé annuel payé – Réglementation nationale contraire au droit de l'Union – Rôle du juge national	CJUE, 22 novembre 2011, C-214/10 ; CJUE, 3 mai 2012, C-337/10 ; CJUE, 21 février 2013, C-194/12 ; CJCE, 3 juillet 1986, 66/85 ; CJCE, 23 mars 2004, C-138/02 ; CJCE, 7 septembre 2004, C-456/02 ; CJUE, 3 mai 2012, Neidel ; CJCE, 5 octobre 2004, C-397/01 ; CJCE, 15 avril 2008, C-268/06 ; CJCE, 19 janvier 2010, C-555/07	<a href="#">CJUE, arrêt du 26 mars 2015, Fenoll, C-316/13</a>
	13 novembre 2013	<a href="#">12-15.419</a> , <a href="#">12-15.361</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Fiscalité – Taxe sur le chiffre d'affaires – Champ d'application – Exonération – Notion d'"opérations d'assurance" – Notion de 'prestations de services' – Somme forfaitaire visant à garantir la panne d'un véhicule d'occasion	-	<a href="#">CJUE, arrêt du 16 juillet 2015, Mapfre asistencia et Mapfre warranty, C-584/2013</a>
	26 novembre 2013	<a href="#">12-21.361</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Rapprochement des législations – Directive 2003/6/CE – Article 1er, point 1 – Directive 2003/124/CE – Article 1er, paragraphe 1 – Information privilégiée – Notion d'"information à caractère précis" – Influence potentielle dans un sens déterminé sur les cours des instruments financiers	-	<a href="#">CJUE, arrêt du 11 mars 2015, Lafonta, C-628/13</a>
2014	21 janvier 2014	<a href="#">12-15.117</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Union douanière et tarif douanier commun – Franchise des droits à l'importation – Animaux spécialement préparés pour être utilisés en laboratoire – Établissement public ou d'utilité publique ou privé agréé – Importateur ayant pour clients de tels établissements – Emballages – Cages servant au transport des animaux	-	<a href="#">CJUE, arrêt du 20 novembre 2014, Utopia, C-40/14</a>
	22 janvier 2014	<a href="#">13-12.675</a>	Première Chambre Civile	Directive 2001/84/CE – Article 1er – Propriété intellectuelle – Vente aux enchères d'œuvres d'art originales – Droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre originale – Débiteur de la redevance au titre du droit de suite – Acheteur ou vendeur – Dérogation conventionnelle	-	<a href="#">CJUE, arrêt du 26 février 2015, Christie's France, C-41/14</a>
	3 juin 2014	<a href="#">13-17.063</a>	Chambre Commerciale, Financière et Economique	Fiscalité – Directive 92/83/CEE – Droits d'accise – Bière – Article 4 – Petites brasseries indépendantes – Taux d'accise réduit – Conditions – Absence de production sous licence – Production selon un procédé de fabrication appartenant à un tiers et autorisé par lui – Utilisation autorisée des marques de ce tiers	-	<a href="#">CJUE, arrêt du 4 juin 2015, Brasserie Bouquet, C-285/14</a>

Année	Date	Numéro de pourvoi	Chambre	Droit communautaire en cause	Jurisprudence communautaire visée par l'arrêt de la Cour de Cassation	Renvoi préjudiciel
	9 septembre 2014	<a href="#">13-85.927</a>	Chambre Criminelle	Directive 2005/29/CE du 11 mai 2005 - Articles 5 à 9 - Pratiques commerciales déloyales - Interprétation - Renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne	CJCE, 23 avril 2009, C-261/07 ; CJUE, 14 janvier 2010, C-340/08	<a href="#">CJUE, ordonnance du 8 septembre 2015, Cdiscount SA, C-13/15</a>
2015	28 janvier 2015	<a href="#">13-28.349</a>	Première Chambre Civile	Directive 2008/115/CE - Article 3, 2) - Article 6, § 3 - Séjour irrégulier d'un ressortissant d'un Etat tiers	CJUE, 28 avril 2011, C-61/11 - CJUE, 6 décembre 2011, C-329/11	<a href="#">Demande présentée à la CJUE le 6 février 2015, Sélima Affum, C-47/15</a>
	9 avril 2015	<a href="#">13-19.855</a>	Chambre Sociale	Directive n° 2000/78/CE - Article 4, § 1 - Souhait d'un client d'une société de conseils informatiques de ne plus voir les prestations de service informatiques de cette société assurées par une salariée portant un foulard islamique	CJCE, 10 juillet 2008, C-54/07	<a href="#">Demande présentée à la CJUE le 24 avril 2015, Asma Bougnaoui, C-188/15</a>
	17 juin 2015	<a href="#">14-11.437</a>	Première Chambre Civile	Directive n° 2000/29/CE - Article 5 - Pratiques commerciales déloyales des entreprises - Offre conjointe consistant en la vente d'un ordinateur équipé de logiciels préinstallés	-	Affaire en cours Affaire C-310/15